

25 et 26 novembre
Journées nationales d'action
en appui à la Palestine



Colline du Parlement à Ottawa - 13 h
Pour le calendrier des actions au Canada [cliquer ici](#)

- **D'autres preuves de crimes de génocide d'Israël contre l'humanité**
 - **La crise de légitimité de Joe Biden s'aggrave malgré la «trêve temporaire»**
– Kathleen Chandler –
 - **Une victoire pour le peuple palestinien et la lutte se poursuit!**
– US Palestinian Community Network –
 - **Condamnons la violence policière lors de la manifestation du 19 novembre**
 - **Lettre au chef des police de Calgary**
– Conseil musulman de Calgary –

- **Les étudiants de l'Université McGill gagnent un référendum par une large marge**
- **Déclaration sur les raids du 23 novembre en Allemagne – Réseau de solidarité avec les prisonniers palestiniens Samidoun –**
 - **Les militantes actions de masse se poursuivent dans le monde entier**
 - **Des villes de Californie adoptent des résolutions de soutien à la Palestine**
- **Les BRICS publient un communiqué à l'issue d'une réunion extraordinaire sur le Moyen-Orient**

D'autres preuves de crimes de génocide d'Israël contre l'humanité



Avec le début de la trêve le 24 novembre 2023, des résidents du sud de Gaza retournent chez eux pour voir ce qu'il reste de leurs demeures.

Les destructions systématiques menées par les sionistes israéliens après l'annonce de la trêve et leurs déclarations selon lesquelles, après la trêve, ils ont l'intention de poursuivre leur mission d'éliminer le Hamas et le peuple palestinien témoignent de dépravation et d'une nécessité urgente d'y mettre un terme. La situation désastreuse qu'a créée Israël continue de se révéler. Le nombre de Palestiniens tués depuis le 7 octobre était de 14 532 à l'annonce de la trêve, dont environ 6 000 enfants et de nombreux autres enterrés sous les décombres qui n'ont pas encore été recensés. Avec les assauts meurtriers lancés dans les 24 heures qui ont suivi, le bilan est passé à 19 385 morts, dont 8005 enfants.



Dévastation du nord de Gaza, 23 novembre 2023

La trêve de quatre jours négociée par le Qatar est un accord entre Israël et les organisations de résistance palestiniennes qui prévoit un échange limité de prisonniers et l'entrée de l'aide dans la bande de Gaza. Le bureau du premier ministre israélien a annoncé qu'une prolongation d'un jour sera autorisée pour chaque dizaine de prisonniers supplémentaires libérés par les Palestiniens après la fin de la période initiale de quatre jours. Le gouvernement israélien n'a pas été autorisé à prolonger le cessez-le-feu au-delà de dix jours, conformément à l'accord annoncé par le cabinet de guerre.

La trêve limitée est entrée en vigueur le 24 novembre avec la libération de 10 prisonniers par le Hamas.

À l'annonce du cessez-le-feu, des dizaines de milliers de Palestiniens déplacés se sont immédiatement mis en marche pour rentrer chez eux. Des vidéos circulant sur les réseaux sociaux montrent l'armée israélienne tirant sur des Palestiniens qui tentent de retourner dans le nord de Gaza après l'entrée en vigueur de la pause humanitaire. Les forces israéliennes ont également largué des tracts pour mettre en garde les Gazaouis contre tout déplacement vers le nord. Le tract disait : « Aux habitants de la bande de Gaza : La guerre n'est pas encore finie. La pause humanitaire est temporaire. Le nord de la bande de Gaza est une zone de guerre dangereuse et il est interdit de se déplacer vers le nord. »

La trêve temporaire a révélé à la fois l'ampleur de la catastrophe humanitaire et de la destruction infligées par les forces israéliennes à la population de Gaza, ainsi que l'amour social et la solidarité que les habitants éprouvent les uns pour les autres. Le *Middle East Monitor* écrit :

« Dans les premières minutes de la pause, des centaines de milliers de déplacés palestiniens sont allés voir leurs maisons et leurs quartiers, en particulier dans les zones frontalières et dans les zones où les forces israéliennes étaient déployées. Les Palestiniens ont découvert les destructions massives causées par les forces israéliennes dans leurs zones de résidence. Des témoins ont rapporté avoir trouvé des dizaines de Palestiniens tués par les forces armées israéliennes, étendus à l'air libre, en état de décomposition. Ils ont trouvé des quartiers résidentiels entiers contenant des centaines de bâtiments et des dizaines de milliers de maisons complètement détruits, ainsi que des dommages massifs aux routes, aux bâtiments gouvernementaux, aux institutions privées, aux

infrastructures, à l'électricité et aux réseaux de communication détruits. » *Middle East Monitor* rapporte que c'est la scène qu'ils ont rencontrée ville après ville. « Les villes de Beit Hanoun, Beit Lahia et Jabalya, les quartiers d'Al-Rimal, Tal Al-Hawa, Sheikh Ijlin et les environs du complexe médical al-Chifa dans la ville de Gaza figurent parmi les zones qui ont subi des destructions massives. Des milliers de Palestiniens ont été choqués de voir leurs maisons détruites et entourées de cadavres et de sang.

En même temps, le Centre d'information palestinien rapporte d'innombrables exemples d'amour social et de solidarité populaire face à une agression israélienne aussi sauvage. De nombreuses vidéos témoignent de cette profonde humanité et de cette solidarité sociale. Ceux qui ont de la nourriture l'offrent aux personnes déplacées qui passent à pied. Des organisations et des institutions bénévoles distribuent des repas, des colis alimentaires et de l'eau aux personnes déplacées. Des médecins sont venus à vélo pour rester en contact avec leurs patients, faute de carburant. Dans le camp de réfugiés de Jabalia, on raconte que des personnes ont ouvert leur maison, partagé des couvertures et tout ce qu'elles avaient avec les combattants de la résistance. Des rapports font état d'écoles, d'hôpitaux, d'universités, de salles de mariage et de clubs sociaux gérés par les Nations unies qui ouvrent leurs portes aux personnes déplacées par les bombardements israéliens.

Le Centre d'information palestinien écrit : « Les citoyens partagent le pain, les bouteilles d'eau et les médicaments, et personne ne monopolise ses biens. Tout ce que le chef de famille apporte à ses enfants devient un bien commun pour les voisins et la communauté ; personne ne prive personne de quoi que ce soit. [...] Les activistes préparent de grandes quantités de nourriture sur du bois de chauffage et les distribuent aux personnes déplacées. Les repas sont souvent composés de lentilles et de haricots et, dans certains cas, de riz et de poulet, grâce aux dons reçus du pays et de l'étranger. [...] Les volontaires s'emploient à fournir de l'eau, à distribuer de la nourriture, des couvertures et des produits de première nécessité. D'autres sont organisés pour soutenir des groupes spécifiques ayant des besoins particuliers : les personnes handicapées, les enfants en bas âge, les femmes enceintes, les malades, etc. »



Ambulances de la Croix-Rouge transportant le premier groupe d'Israéliens libérés par le Hamas le 24 novembre 2023

Échange de prisonniers : Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a reçu 13 civils israéliens et 10 autres ressortissants étrangers des mains des combattants palestiniens à Gaza, selon les premières images diffusées. Ce groupe a été échangé contre 39 femmes et enfants palestiniens détenus dans les prisons israéliennes.

Dans le cadre de l'échange de prisonniers, les organisations de résistance palestiniennes libéreront un total de 50 civils, tous des femmes et des enfants, à raison d'au moins 10 par jour pendant la durée de la trêve. Israël, quant à lui, a accepté de libérer 150 Palestiniens. Les groupes de résistance ont donné la priorité à 300 femmes, enfants et aux personnes emprisonnées depuis le plus

longtemps, dont deux femmes emprisonnées depuis 2015, deux femmes de plus de 50 ans et 123 mineurs, dont cinq ont de moins de 14 ans, selon le journal israélien *Ha'aretz*.

Outre le premier groupe de femmes et d'enfants que le Hamas a remis à Israël le 24 novembre, il a libéré 12 ressortissants thaïlandais qui travaillaient en Israël lorsqu'ils ont été capturés lors du raid du 7 octobre. Leur libération a été confirmée par le premier ministre thaïlandais.

Avant le 7 octobre, environ 5200 Palestiniens étaient détenus par Israël, la plupart en vertu d'un « ordre de détention administrative », ce qui signifie qu'ils sont détenus pour une durée indéterminée sans accusation, procès ou inculpation pour quelque crime que ce soit. Depuis le 7 octobre, ce nombre est passé à plus de 10 000 personnes, sans compter les 4000 Palestiniens de Gaza qui travaillaient en Israël et qui sont actuellement détenus dans des bases militaires, ni les plus de 1070 Palestiniens arrêtés lors de raids nocturnes en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est.



Les FDI tirent des gaz lacrymogènes sur les proches des prisonniers palestiniens qui attendent d'être libérés des prisons israéliennes, 24 novembre 2023

Les médias américains, canadiens et britanniques, ainsi que les autres médias dont la mission est de détruire l'opinion publique en appui au peuple palestinien et à sa résistance et de soutenir Israël contre toute rationalité, ne parlent jamais des prisonniers qu'Israël détient, ni de leurs conditions. Le faire corroborerait que c'est Israël qui est un État terroriste, et non la Palestine.

Camions d'aide : En vertu de l'accord, entre 200 et 300 camions d'aide entreront dans la bande de Gaza chaque jour et comprendront du carburant, a indiqué un porte-parole du Hamas. L'aide sera autorisée à atteindre autant le nord que le sud de la bande de Gaza, a précisé le porte-parole. Depuis le 7 octobre, 30 camions par jour en moyenne sont entrés dans la bande de Gaza, contre une moyenne de 500 camions avant la guerre.

Même dans le cadre de l'accord conclu, Israël continue de contrôler les flux d'aide, ce qui est inacceptable. Si les résidents de Gaza ont un besoin urgent d'aide, ils n'ont pas qu'Israël cesse ses crimes.

Le Hamas a interrompu l'échange de prisonniers pendant plusieurs heures parce qu'Israël ne respectait pas les termes de l'accord autorisant l'acheminement de l'aide dans le nord. Cependant, le 25 novembre, il a accepté de libérer 13 Israéliens et sept étrangers en échange de 39 autres Palestiniens emprisonnés par Israël, et a ensuite informé que les 20 personnes avaient été remises au Comité international de la Croix rouge.

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), la principale agence des Nations unies à Gaza, a annoncé le 22 novembre que près de 1,7 million de personnes, soit près de 80 % de la population, ont été déplacées en 47 jours, soit depuis qu'Israël a lancé son agression contre Gaza. Pas moins de 945 000 de ces personnes déplacées à l'intérieur de la bande de Gaza sont hébergées dans les locaux de l'UNRWA. Celui-ci a indiqué que 23 de ses installations ont été directement touchées par des bombardements israéliens et 45 ont subi des dommages collatéraux, faisant au moins 191 morts et forçant le déplacement d'au moins 798.

Au moins 108 employés de l'UNRWA ont été tués depuis le début de la guerre d'Israël contre Gaza assiégée. Au moins quarante d'entre eux ont été tués au sud de Wadi Gaza, dans la zone où l'armée israélienne a demandé aux civils de se déplacer.

L'UNRWA a également indiqué qu'Israël avait limité les livraisons de carburant à moins de la moitié de ce qui est nécessaire pour les opérations quotidiennes. Sans carburant supplémentaire, l'agence a déclaré qu'elle serait obligée de gérer un nombre réduit de camions transportant de l'aide humanitaire traversant quotidiennement Rafah, et que de grandes parties de Gaza continueraient à être inondées d'eaux usées, ce qui augmentera encore les risques de maladie. « Soyons clairs : le contrôle du carburant et de l'accès à l'eau permet de déterminer si des milliers – voire des dizaines de milliers – d'enfants vont vivre ou mourir », a dit James Elder, porte-parole de l'UNICEF, lors d'une conférence de presse à Genève.



Médecins sans frontières

« J'ai passé toute ma vie professionnelle adulte à apporter des soins médicaux dans les zones de conflit, et je n'ai jamais rien vu de tel, a déclaré le Dr Amber Alayyan, de Médecins sans frontières (MSF). Il ne s'agit pas seulement d'attaques contre des structures qui devraient être sûres, comme les hôpitaux et les écoles, mais aussi de la privation de nourriture, d'eau ou de carburant pour toute une population pendant plus d'un mois. »

Il explique que les États-Unis fournissaient à Israël la localisation des groupes humanitaires travaillant à Gaza depuis des semaines, sous prétexte d'empêcher les frappes contre leurs installations, mais qu'Israël a continué de les prendre pour cible, comme l'a rapporté le journal

Politico le 21 novembre. Ces informations comprenaient les coordonnées GPS de plusieurs installations médicales et des renseignements sur les déplacements des groupes humanitaires. Israël a simplement utilisé ces informations pour cibler les travailleurs médicaux et humanitaires.

Le 21 novembre, Israël a tué deux médecins de MSF, Mahmoud Abu Nujaila, Ahmad Al-Sahar et un troisième médecin, Ziad Al-Tatar, lors d'une frappe aérienne contre l'hôpital al-Awda. D'autres membres du personnel médical, des employés de MSF, ont également été gravement blessés. Le même jour, MSF a communiqué les coordonnées GPS de son personnel aux autorités israéliennes. Le 18 novembre, Israël a tué une personne et en a blessé une autre lors d'une attaque contre un convoi de MSF qui tentait d'évacuer de Gaza les membres palestiniens du personnel de l'organisation et leurs familles. Le convoi MSF de cinq voitures, toutes clairement identifiées comme telles, y compris sur les toits des voitures, était composé de 137 personnes, dont 65 enfants.

Israël inflige d'autres ravages à l'hôpital al-Chifa

Des rapports indiquent que le 24 novembre les Forces de défense israéliennes (FDI) se sont retirées du complexe hospitalier al-Chifa dans la ville de Gaza après environ 10 jours d'assaut, de raids et de destruction de grandes parties de l'hôpital. Avant de se retirer, elles ont fait exploser les générateurs électriques et les équipements médicaux de l'hôpital, y compris les appareils de radiologie, ainsi que les pompes à oxygène. Environ 180 patients, incapables de se déplacer en raison de la gravité de leurs blessures, et 7 membres du personnel médical sont toujours présents à l'hôpital al-Chifa. « Environ 19 des blessés et des patients risquent de perdre la vie en raison de la gravité de leur état de santé », rapporte une agence.

L'armée israélienne a également enlevé le directeur de l'hôpital al-Chifa, Mohamed Abou Salmiya, et d'autres médecins lors de leur retrait vers le sud de la bande de Gaza. « C'est un crime, une violation flagrante des conventions internationales qui stipulent que le personnel médical ne doit pas être blessé à tout moment, y compris en temps de guerre », ont déclaré les autorités médicales. Le ministère palestinien de la Santé à Gaza a également demandé à l'ONU et à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de présenter un rapport sur la détention du personnel médical par Israël et d'exiger leur libération.

Le ministère explique : « Un convoi des Nations unies, représenté par l'OMS, s'est déplacé mercredi 22 novembre pour évacuer une partie des patients et du personnel médical qui ont été soumis aux pratiques nazies les plus horribles, en plus de la famine. Nous avons été surpris que ce convoi soit arrêté par le poste de contrôle israélien séparant le nord du sud de Gaza, pendant environ sept heures, au cours desquelles les forces d'occupation israéliennes ont maltraité les patients, leurs accompagnateurs et le personnel médical, avant d'arrêter un certain nombre d'entre eux, dont le directeur général du complexe médical d'al-Chifa, le Dr Muhammad Abou Salmiya".

Fermeture du dernier hôpital du nord de Gaza

Le dernier centre médical du nord de Gaza à accueillir des blessés palestiniens, l'hôpital Indonésien, reste assiégé par Israël. L'hôpital Indonésien, qui subit les attaques israéliennes depuis le début de la guerre, est devenu le point de mire des forces israéliennes à Gaza à l'aube du 21 novembre, lorsqu'Israël a directement bombardé l'hôpital, y compris le service de chirurgie, tuant au moins 12 patients et des membres de leurs familles. Les attaques ont également blessé plusieurs médecins et autres membres du personnel médical.



Photos de l'hôpital Indonésien après le bombardement par Israël

D'autres journalistes tués

Le 20 novembre, les forces d'occupation israéliennes ont tué deux journalistes d'*Al Mayadeen*, Farah Omar et le caméraman Rabih Al-Maamari, lors d'une attaque contre le village de Tair Harfa, dans le sud du Liban. Ghassan Ben Juddou, président du conseil d'administration d'*Al Mayadeen*, a condamné ce meurtre cruel et a assuré que les soldats israéliens avaient pris pour cible les journalistes de la chaîne panarabe « directement et délibérément ». S'adressant à l'occupation israélienne, il a dit : « Vous ne pourrez pas faire taire la voix d'*Al Mayadeen*, et vous devez savoir que vous aurez beau nous tuer ou tenter de nous faire taire, nous continuerons. » Il a confirmé : « Nous resterons et continuerons notre couverture et notre travail journalistique honorable, dont la priorité est de dénoncer les crimes de l'occupation à Gaza, en Cisjordanie, en Palestine et au Liban. »

بالرم نكتب
فلسطين

الشهداء الصحفيين



حتى تاريخ 23.11.2023

حرب الإبادة الإسرائيلية على غزة

Cliquer pour agrandir

Le même jour, les bombardements incessants de l'armée israélienne dans les environs de l'hôpital al-Chifa à Gaza ont entraîné la mort du journaliste égyptien Ahmad Fatima, de la chaîne *Al Qahera News*. Un autre journaliste a également été grièvement blessé. Khaled el Balshy, président de l'Union égyptienne des journalistes, a condamné l'assassinat de journalistes par Israël. « Les crimes

de l'occupation sioniste contre les journalistes et ceux qui transmettent la vérité en Palestine se poursuivent. Le dernier en date est la mort du caméraman de la chaîne *Al Qahera News* et les blessures subies par un autre journaliste lors du bombardement aux abords de l'hôpital al-Chifa à Gaza », rapporte-t-il.

La journaliste palestinienne Amal Zohd et toute sa famille ont été tuées lors d'un bombardement israélien qui a visé leur maison dans la ville de Gaza le vendredi 24 novembre. Le nombre de journalistes martyrs dans la bande de Gaza depuis le début de l'agression israélienne s'élève à plus de 63.

Attaques contre des camps de réfugiés et en Cisjordanie

Plus de 60 Palestiniens du camp de réfugiés de Jabalia ont été tués dans un nouveau massacre commis par l'occupation israélienne à Gaza le 21 novembre. Les forces d'occupation ont également mené un raid sur le camp de réfugiés de Tulkarm en Cisjordanie. Des sources ont déclaré à *Al Mayadeen* le 21 novembre que quatre combattants de la Résistance palestinienne ont été tués et que les Forces de défense israéliennes (FDI) ont empêché une ambulance d'atteindre le lieu ciblé.

Les FDI ont perquisitionné un certain nombre de maisons dans la ville, tandis que des bulldozers blindés s'employaient à détruire des infrastructures civiles, notamment des routes dans le camp de réfugiés. Elles ont également procédé à une vague d'arrestations massives en Cisjordanie, détenant au moins 35 Palestiniens. Les raids se sont concentrés sur Jénine, Naplouse, al-Khalil, al-Quds, Beit Lahm et Ramallah. De nombreuses maisons résidentielles ont été prises d'assaut et les biens des habitants ont été vandalisés.

La récolte des olives visée

Les FDI et des colons armés terrorisent les Palestiniens de Cisjordanie, empêchant la récolte annuelle des olives et vandalisant des milliers d'oliviers, souvent centenaires, qui constituent le gagne-pain de nombreuses communautés palestiniennes locales. « Des personnes masquées portant des pantalons de l'armée viennent, et parfois des soldats; nous ne pouvons pas faire la différence », a confié à *Ha'aretz* Lafi Shalabi, chef du conseil du village de Turmus Ayya, près du bloc de colonies de Shiloh, plus tôt ce mois-ci. « Ils nous disent en pointant leurs armes : 'Si nous vous voyons encore une fois, nous vous tirerons dessus.' »

L'association israélienne de défense des droits Yesh Din a recensé à elle seule 99 incidents violents, accès bloqués et propriétés détruites cette saison, comparé à 38 incidents pour toute l'année dernière. Quelque 80 % des villageois n'ont pas récolté leurs olives cette année.

Des rapports indiquent également que des juifs de l'étranger sont retournés en Israël et sont venus défendre les Palestiniens contre les attaques des colons. On en saura certainement plus avec le temps, car de plus en plus d'Israéliens s'opposent à ce qu'Israël fait subir aux Palestiniens et exigent de nouvelles dispositions qui permettent aux Israéliens et aux Palestiniens de vivre côte à côte dans la paix.

Le journal israélien *Ha'aretz* a publié un article selon lequel « les milices de colons soutenues par l'État se sont lancées dans une campagne de transfert de population dans le contexte du génocide à Gaza ». Les résidents palestiniens de seize communautés de bergers en Cisjordanie occupée ont été contraints de fuir suite aux menaces des colons, écrit *Ha'aretz*. Les collines du sud d'Hébron sont désormais gouvernées par des 'escadrons de défense' de colons qui agissent en toute impunité. Ces colons illégaux – tous les colons et leurs implantations sont illégaux au regard du droit international – seraient devenus 'plus sauvages que jamais'. » « Les escadrons de défense communautaire ont le

pouvoir d'arrêter qui ils veulent et de faire ce qu'ils veulent », a indiqué un chercheur sur le terrain pour *B'Tselem*.

Le même scénario de terreur et de nettoyage ethnique se répète dans chaque village palestinien. Les colons, parfois masqués et en uniforme militaire, arrivent la nuit pour menacer et intimider les habitants. Ils ont pointé des fusils sur la tête d'enfants, détruit des voitures et d'autres biens, vidé les réservoirs d'eau des villageois, éventré des sacs de céréales, tué du bétail et détruit des biens, tout en lançant des ultimatums 24 heures pour que les Palestiniens s'en aillent. Le Centre d'information palestinien rapporte également que les soldats israéliens ont pris d'assaut en grand nombre les villages de Marah Rabah et d'Al-Manshiya à Bethléem. Des raids similaires ont été signalés à Ramallah et à Naplouse. Une campagne de raids et de fouilles à grande échelle a également été menée dans plusieurs villes de Jénine. Des points de contrôle militaires ont été érigés pendant les raids, ce qui a conduit à des affrontements violents. Le centre d'information rapporte qu'à al-Khalil, des combattants de la résistance ont ouvert le feu sur une tour militaire israélienne installée à l'entrée de Beit Ummar, au nord de la ville.

Les défis auxquels est confronté le régime d'occupation israélien à Gaza

Le porte-parole militaire des Brigades Al-Qassam, Abou Obeïda, a publié un communiqué indiquant qu'au 48^e jour des combats : « Nous avons documenté le ciblage direct de 335 engins militaires sionistes, depuis le début de l'incursion terrestre, avec des armes antichars, des charges explosives de guérilla et des charges paralysantes, dont 33 véhicules au cours des dernières 72 heures dans les zones d'Al-Tawam, Jabalia, Beit Hanoun, Sheikh Radwan (au nord de la ville de Gaza) et Al-Zaytoun (à l'est de la ville de Gaza). [...] Les résultats de ces attaques variaient entre la destruction totale et partielle de ces engins, s'agissant notamment de transports de troupes, de chars, de bulldozers et d'excavateurs, en plus de dizaines d'opérations visant des soldats et des fantassins dans des lieux de fortification et de rassemblement avec des missiles et des dispositifs antipersonnel. [...] Nos combattants sont retranchés dans leurs positions et leurs noeuds de combat, certains d'entre eux à leur poste depuis plus de 30 jours, attendant le moment de frapper la cible spécifiée à l'heure désignée. Cela explique pourquoi nos combattants, par la grâce d'Allah, sont encore capables de frapper les forces ennemies dans leurs lignes arrière, émergeant des décombres et dans des zones que l'ennemi croyait militairement décidées depuis des semaines. [...] Ce sur quoi l'ennemi compte pour prolonger la bataille, c'est sur le génocide, la brutalisation, les punitions collectives et les massacres, et non sur un véritable objectif militaire tangible. C'est pourquoi nous affirmons que nous sommes prêts, avec l'aide d'Allah, à poursuivre la confrontation et la résistance à l'ennemi, quelles que soient la durée et l'ampleur de l'agression. »

Selon les informations disponibles, du 18 au 20 novembre les combattants de la Résistance ont réussi à prendre pour cible 60 véhicules militaires israéliens de différents types au cours des 72 dernières heures et ont affronté les forces d'invasion sur plusieurs axes de la bande de Gaza. Une force d'élite d'Al-Qassam, composée de 25 combattants, a mené une attaque organisée contre les forces israéliennes stationnées à l'hôpital pour enfants al-Rantisi, qui avait été vidé de ses patients et de ses personnes déplacées par les forces d'occupation un peu plus tôt. Les combattants de la résistance en vue ont également attaqué un véhicule de transport de troupes près de l'hôpital et ont simultanément frappé une force d'infanterie israélienne fortifiée dans une école voisine. Ils ont ensuite détruit un char et un autre véhicule qui se sont précipités sur les lieux. Un combat rapproché s'est ensuivi, causant la mort de plusieurs autres membres des FDI.

Le 23 novembre, la radio de l'armée israélienne a cité l'Association israélienne des vétérans handicapés qui a déclaré que depuis le 7 octobre, 1 600 soldats de l'armée ont été laissés physiquement handicapés. Certains de ces blessés ont été transférés aux États-Unis pour y recevoir un traitement médical et psychologique.

Le *Tehran Times* fait état d'un enregistrement audio secret qu'il a reçu d'une réunion récente à laquelle ont participé des personnalités militaires et politiques israéliennes de haut rang, qui donne un aperçu des défis auxquels est confronté le régime d'occupation dans sa guerre contre la bande de Gaza et qui laisse entrevoir des voies d'action potentielles pour l'avenir. Parmi les participants notables figurait Aviv Kohavi, un ancien général israélien qui a été le 22^e chef d'état-major général de l'armée israélienne jusqu'en janvier 2023. Dans l'enregistrement, Kohavi déclare qu'Israël a besoin de plus de temps pour atteindre ses objectifs à Gaza. « Je ne dis pas que nous avons besoin de trois ans (pour prendre Gaza), mais nous ne pouvons pas achever la mission après trois mois », déclare-t-il.

L'ancien général admet également que le seul moyen pour le régime israélien de s'emparer de Gaza est de mener une campagne massive de frappes aériennes contre la population civile. « Nous utilisons des bombes d'une tonne et nous en larguons 400 chaque nuit », admet-il. Outre les stratégies militaires, l'ancien général qualifie la situation actuelle dans les territoires palestiniens occupés de « maladie chronique » pour les colons israéliens. Il prévient que ce n'est qu'une question de temps avant que les colons israéliens ne décident d'abandonner ce qu'il appelle la « terre sainte » pour les juifs, ce qui laisse entrevoir la possibilité d'un exode massif.

L'économie israélienne est également confrontée à une grave crise. Selon les économistes, Israël pourrait perdre entre 51 et 60 milliards de dollars si la guerre se poursuit pendant huit mois. Israël a mobilisé près de 400 000 soldats de réserve, ce qui représente un coût direct de 1,3 milliard de dollars par mois, en plus de la perte économique liée au retrait d'un si grand nombre de personnes de l'économie. Les pertes hebdomadaires pour l'économie israélienne sont estimées à 1,2 milliard de dollars. Selon Bloomberg News, la guerre d'Israël contre la Palestine coûte 260 millions de dollars par jour. Israël a déjà emprunté entre 6 et 8 milliards de dollars pour couvrir son déficit budgétaire, qui a atteint 6 milliards de dollars pour le seul mois d'octobre, soit une augmentation de 400 % sur une base mensuelle. La Banque centrale israélienne serait en proie à la panique. S&P a déjà estimé que le PIB d'Israël se contractera de 5 % au cours du dernier trimestre de cette année – sur une base trimestrielle – tandis que JP Morgan prévoit que l'économie israélienne se contractera de 11 % au cours du dernier trimestre – sur une base annuelle. Le *Financial Times* écrit qu'Israël peut s'attendre à ce que le déficit fiscal « double trois fois l'année prochaine ».

Gare aux options envisagées par les États-Unis

La *Military Review*, publiée par l'armée américaine et le département de la Défense, a publié dans son édition de novembre un commentaire du Dr Omer Dostri préconisant l'expulsion des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie comme l'option et l'objectif privilégiés de l'actuelle agression israélienne. Omer Dostri est un ancien fonctionnaire du Likoud qui est aujourd'hui stratège en matière de sécurité nationale au sein du groupe de réflexion Jerusalem Institute For Security and Strategy et chercheur au sein de l'Israel Defense and Security Forum. Bien que *Military Review* n'approuve ni ne s'oppose aux options et au raisonnement de Dostri, la publication de cette opinion montre que les États-Unis ont mis cette option sur la table, tandis que la Maison-Blanche continue de se présenter comme si elle était la voix de la retenue et de la raison, s'efforçant de trouver une « alliance palestinienne ou arabe » fiable, acceptable pour les États-Unis et Israël, qui s'occuperait de l'administration civile tandis que les États-Unis et/ou Israël s'occuperaient de l'occupation militaire et de l'élimination du Hamas et d'autres organisations de résistance palestinienne.

Il est intéressant de noter qu'Omer Dostri utilise la même terminologie que les porte-parole des pays de l'OTAN, tels que la vice-première ministre du Canada Chrystia Freeland et le chancelier allemand Olaf Sholtz, selon qui les « démocraties libérales » occidentales pensaient à tort que le néolibéralisme mondial « convaincra » le monde d'adopter les structures de gouvernance démocratiques libérales occidentales. Ils ont conclu à l'échec de cette supposition, d'où la nécessité

de renforcer l'OTAN et les capacités militaires pour faire respecter l'ordre international « fondé sur des règles », l'impérialisme américain étant la nation indispensable à laquelle tous les pays doivent obéir pour garantir la paix dans le monde.

Un article du Conseil atlantique, un groupe de réflexion de l'OTAN, rédigé par le coordinateur de la Maison-Blanche pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Brett McGurk, prétend présenter « la doctrine Biden » pour le Moyen-Orient. L'article a été publié à l'origine en février 2023, mais le Conseil atlantique affirme qu'il est pertinent pour l'objectif actuel des États-Unis au Moyen-Orient. Brett McGurk écrit : « Le cadre que nous nous efforçons de mettre en oeuvre comporte cinq principes déclaratoires. Il s'agit en fait d'une doctrine Biden, qui guide désormais l'engagement des États-Unis dans la région. » Le premier principe de la doctrine est le partenariat, le deuxième la dissuasion, le troisième la diplomatie, le quatrième l'intégration, ajoute-t-il, « et surtout, je pense que c'est l'esprit du Centre Hariri et du Conseil atlantique. Nous nous efforçons d'établir des liens politiques, économiques et sécuritaires entre les partenaires américains, dans la mesure du possible. » Le cinquième principe, ajoute-t-il, « est important pour tout diplomate américain, et ce sont les valeurs. [...] Nous promouvons toujours les droits humains et les valeurs consacrées par la Charte des Nations unies. »

Le Hamas a visé des cibles militaires légitimes le 7 octobre

L'ancien inspecteur en désarmement Scott Ritter a qualifié l'opération de résistance du 7 octobre menée par le Hamas et d'autres groupes de résistance palestiniens de « raid militaire le plus réussi du siècle ». Dans son article, Scott Ritter affirme qu'il s'agissait d'un raid militaire mené avec discipline et précision, et non d'un acte de terrorisme. Les cibles principales étaient israéliennes, y compris les kibboutz, précise Ritter, ajoutant qu'elles sont toutes considérées comme des cibles militaires légitimes et qu'elles sont intégrées dans la capacité militaire israélienne déployée contre le peuple palestinien.



Ritter rejette les scénarios israéliens comme étant de faux récits et a déclaré que la plupart des civils israéliens tués l'ont été par les forces israéliennes utilisant des hélicoptères Apache et des chars – et non par les forces de la résistance palestinienne. Tout ce qui s'est passé le 7 octobre correspond à ce que l'armée américaine qualifie de « raid militaire », mené avec grand succès par la résistance palestinienne. Les Palestiniens, écrit Ritter, « sont des gens qui ont souffert d'indicibles privations de la part de leurs occupants israéliens tout en attendant le moment où ils verront leur rêve d'une patrie palestinienne se réaliser. Ils savent qu'une patrie palestinienne ne peut être réalisée tant qu'Israël est gouverné par ceux qui adhèrent à la notion d'un Grand (Eretz) Israël, et que la seule façon d'éliminer ces gens est de les vaincre politiquement, et la seule façon d'enclencher leur défaite politique est de les vaincre militairement, ajoute-t-il en précisant que c'est ce que le Hamas est en train d'accomplir.

Selon Scott Ritter, le prix à payer est lourd si l'on veut avoir une chance d'avoir une patrie palestinienne.



La crise de légitimité de Joe Biden s'aggrave malgré la «trêve temporaire»

– Kathleen Chandler –



Detroit, Michigan, 28 octobre 2023

Avec le soutien et le financement qu'ils apportent au génocide sioniste en Palestine, les États-Unis et l'administration Biden ont du mal à maintenir leur légitimité en tant que la voix des droits humains et de la démocratie. Leurs tentatives d'utiliser l'argument du « terrorisme palestinien » pour justifier l'horrible carnage et détourner l'attention des crimes américains et israéliens ne marchent pas. Le 20 novembre, le porte-parole de la Maison-Blanche, John Kirby, s'est fait demander ce qu'il pensait du sobriquet « Genocide Joe » qu'on voit apparaître dans les manifestations à cause du soutien inconditionnel de Joe Biden à Israël. Le représentant du Conseil national de sécurité a répondu : « Israël n'essaie pas de rayer le peuple palestinien de la carte. Israël n'essaie pas de rayer Gaza de la carte. Israël essaie de se défendre contre une menace terroriste génocidaire. Alors si nous commençons à utiliser ce mot, très bien, mais utilisons-le comme il faut. » Aveuglés par leur arrogance et leur chauvinisme, les États-Unis nient le génocide palestinien dont le monde entier est témoin.

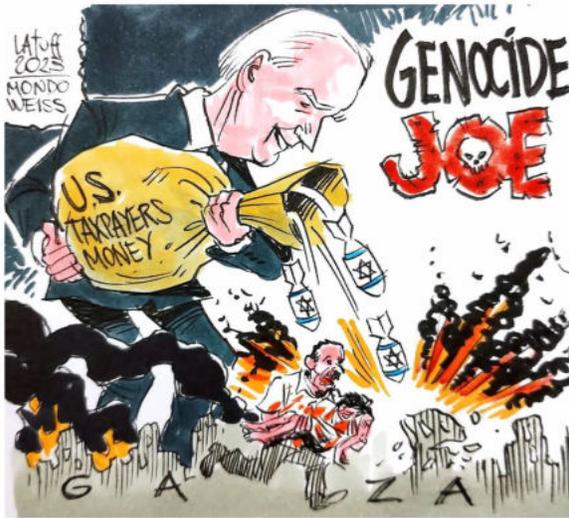
Dans son discours du 19 novembre, dans lequel il demandait des dizaines de milliards de dollars supplémentaires pour financer la guerre en Israël et en Ukraine, Joe Biden a tenté à plusieurs reprises de confondre la résistance palestinienne avec le terrorisme. Cela fait partie de la désinformation et de la fraude américaines qui affirment qu'un peuple occupé, que ce soit en Palestine, à Porto Rico ou ailleurs, n'a pas le droit de résister.

En fait, ce droit est reconnu par les peuples du monde et le droit international qui ont depuis longtemps établi que l'occupation et le colonialisme sont des crimes.

Joe Biden a déclaré : « Il est impératif qu'aucune menace terroriste ne provienne plus jamais de Gaza ou de la Cisjordanie » et « Gaza ne doit plus jamais servir de plateforme au terrorisme. » Ces déclarations servent directement à justifier les efforts d'Israël pour « anéantir » le Hamas et toute la bande de Gaza. Tout en affirmant que « la voix du peuple palestinien et ses aspirations doivent être au centre de la gouvernance d'après-crise à Gaza », le président a dit : « Une issue qui laisserait le

« Hamas contrôler la bande de Gaza perpétuerait une fois de plus sa haine et priverait les civils palestiniens de la possibilité de construire quelque chose de meilleur pour eux-mêmes. »

Les Palestiniens doivent pouvoir s'exprimer, mais seulement s'ils acceptent ce que disent les États-Unis. Les États-Unis déclarent que le Hamas est terroriste et, comme l'a dit George W. Bush, « Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes », ce qui signifie que les États-Unis décident qui est terroriste et qui ne l'est pas et que « les menaces terroristes ne peuvent plus jamais provenir » de Gaza ou de la Cisjordanie. Cette accusation de terrorisme et de soutien au terrorisme s'étend également aux nombreuses organisations et personnes qui soutiennent la Palestine, et sert d'argument pour les bannir, les punir et les criminaliser davantage.



Les crimes, le génocide et le terrorisme à grande échelle d'Israël peuvent évidemment continuer. Israël a déclenché certains des pires bombardements contre les Palestiniens quelques heures avant le début de la trêve. Aucune condamnation de la part des États-Unis, aucune obligation pour Israël de rendre des comptes, aucun arrêt de l'aide à Israël comme cela est demandé aux États-Unis et dans le monde entier. Israël dépend fortement des armes et de la technologie fournies par les États-Unis, notamment des centaines de véhicules blindés de transport de troupes M-113A, environ 350 pièces d'artillerie, un grand nombre d'avions de transport et d'hélicoptères, des kits des missiles

guidés par laser et tout l'inventaire des avions de combat de l'armée de l'air israélienne, y compris des F-15 et des F-16 et deux escadrons de F-35 de la génération actuelle. S'il le veut, Joe Biden peut recourir à des décrets pour stopper les livraisons et refuser tout financement supplémentaire, mais il ne le fait pas. Il peut proposer et faire appliquer une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies en faveur d'un cessez-le-feu, mais il ne le fait pas.

Au lieu de cela, le président américain demande plus d'argent et répète des mensonges déjà exposés comme tels, comme le fait que le Hamas décapite des bébés et viole des femmes, que les hôpitaux sont utilisés comme quartiers généraux militaires – le tout sans aucune preuve ou avec des preuves faussées. Il semble oublier ce dont se souvient très bien le peuple américain, à savoir que la « guerre contre le terrorisme » était une guerre menée par les États-Unis contre les peuples et qu'elle a aggravé les problèmes en Irak, en Afghanistan et ailleurs. Les allégations d'armes de destruction massive et de crimes commis par les Irakiens n'étaient que mensonges et désinformation. Rien ne peut justifier le génocide et les crimes de guerre.

Ayant du mal à échapper à la condamnation du génocide américain qui telle qu'exprimée sur les pancartes et dans les slogans lors des grandes manifestations, Joe Biden a tenté de se rabattre sur le chauvinisme en disant que ce qui importe dans cette situation, ce sont les vies américaines. Le 21 novembre, il a publié une déclaration concernant la « trêve temporaire », en vertu de laquelle Israël est censé cesser toute activité militaire pendant quatre jours et durant laquelle le carburant, la nourriture, des fournitures médicales et d'autres formes d'aide humanitaire doivent pouvoir être acheminés dans toutes les parties de Gaza. Environ 150 femmes et enfants emprisonnés en Israël doivent être libérés et le Hamas doit libérer une cinquantaine de personnes. Joe Biden ne dit pas pourquoi tant d'enfants sont incarcérés en Israël, peut-être pour détourner l'attention de la réalité de l'incarcération massive et de l'emprisonnement d'enfants aux États-Unis. Il a dit : « Je me félicite de l'accord visant à obtenir la libération des otages pris par le groupe terroriste Hamas lors de son assaut brutal contre Israël le 7 octobre. »

Le président américain parle de l'importance de la libération des captifs américains, mais ne dit rien des bombardements horribles et continus des hôpitaux, des écoles et des camps de réfugiés palestiniens, ni des nombreux Américains d'origine palestinienne dont les familles sont massacrées chaque jour à Gaza. Il ne peut pas non plus expliquer comment une organisation « terroriste » a réussi à fournir autant d'hôpitaux, d'installations médicales et d'écoles dans des conditions de siège depuis dix ans.

Le Hamas est une organisation politique qui gouverne la bande de Gaza, entretient des relations avec les Nations unies et d'autres agences internationales et, dans le cadre de la Résistance unifiée, mène une bataille pour les droits des Palestiniens.

L'échec du gouvernement américain est également évident. Dans une situation de génocide et de crimes de guerre incessants, de dysfonctionnement gouvernemental, de problèmes de pauvreté, de faim, d'inégalité croissante et d'attaques contre les droits au pays et à l'étranger, Joe Biden déclare : « Je n'ai pas de plus grande priorité que d'assurer la sécurité des Américains retenus en otage dans le monde entier. » Il tente également de s'attribuer le mérite de la trêve temporaire quand il dit qu'elle « témoigne de la diplomatie infatigable et de la détermination de nombreuses personnes dévouées au sein du gouvernement des États-Unis à ramener les Américains à la maison ».

Le mouvement antiguerre et propalestinien aux États-Unis rejette depuis longtemps l'idée que seules les vies américaines comptent. En témoignent les nombreuses banderoles énumérant les noms des enfants palestiniens massacrés, dont le nombre s'élève aujourd'hui à plus de 5 000. L'accent mis sur le soutien à la résistance palestinienne et sur l'arrêt de toute aide américaine en est la preuve. Le slogan « *Nous sommes tous Palestiniens* », très répandu, montre également que les Américaines et les Américains s'unissent dans l'humanité pour soutenir la Palestine. De même, la manoeuvre de Joe Biden qui consiste à dire que le financement de la guerre fournit des emplois est également rejetée, car les travailleurs apportent leur organisation, leur discipline et leur détermination à de nombreuses actions en soutien à la Palestine.

Joe Biden est également confronté à une situation où le diktat américain est remis en question par le peuple américain et par les peuples dans le monde entier, tout comme sont remises en question les valeurs américaines qui servent à justifier le génocide et les crimes de guerre au nom de la lutte au terrorisme. La mémoire des peuples n'est pas si courte, qu'il s'agisse des mensonges concernant les armes de destruction massive ou de ceux utilisés pour justifier l'esclavage des Africains, les massacres des peuples autochtones ou la colonisation de Porto Rico – tout cela au nom de la lutte contre le « terrorisme » et de la préservation des « vies américaines ».

De plus, le président américain est confronté à une dure réalité : les pays arabes tendent la main à la Chine et les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud et autres pays invités à les rejoindre) discutent de la situation et appellent à un cessez-le-feu. Le moment choisi pour la trêve et pour prétendre agir de manière responsable n'est probablement pas une coïncidence, car au moins un des facteurs à considérer est que le président américain veut regagner de la crédibilité face aux positions de la Russie, de la Chine, des pays arabes et de l'Iran.

Tout cela met en lumière la question urgente à laquelle sont confrontés les peuples du monde, à savoir comment briser la mainmise des États-Unis sur les relations internationales et bloquer le génocide des États-Unis et d'Israël, comme ils s'efforcent de le faire.

Les résolutions de l'ONU, même les résolutions minimales du Conseil de sécurité de l'ONU, et le droit international ne sont pas exécutoires, mais ils ont l'effet décisif de montrer à quel point les États-Unis, Israël et leurs partisans sont isolés. Il est essentiel de démocratiser l'ONU, de s'organiser pour donner de l'autorité et des pouvoirs d'exécution à l'Assemblée générale de l'ONU et d'intensifier la résistance organisée partout. Ce sont les peuples et leur résistance qui sont décisifs,

comme le montrent la Palestine héroïque. Nous ouvrons une voie vers l'avant en continuant de dire haut et fort que ce génocide américano-israélien n'est pas en notre nom et en discutant du besoin d'institutions qui sont en notre nom, qui investissent le peuple du pouvoir de décider.



Une victoire pour le peuple palestinien et la lutte se poursuit!

– US Palestinian Community Network –



Chicago, Illinois, 18 novembre 2023

Le 22 novembre, le US Palestinian Community Network (Réseau de la communauté palestinienne des États-Unis) a publié l'importante déclaration suivante sur l'« accord de trêve » temporaire.

Le US Palestinian Community Network (USPCN) salue la détermination des Palestiniens et des peuples arabes pour leur défense courageuse et leur résistance unifiée face au génocide acharné commis par Israël avec l'appui des États-Unis contre notre peuple dans toute la Palestine, en particulier à Gaza.

Si nous pleurons et ressentons une profonde tristesse pour les 14 000 Palestiniens qui ont déjà été tués, y compris 5 500 enfants, l'USPCN reconnaît néanmoins que le récent accord de trêve entre la Résistance palestinienne unifiée et Israël est une victoire provisoire pour le peuple palestinien, une victoire qui montre clairement qu'Israël n'a pas réussi à atteindre ses objectifs militaires après le 7 octobre. En vertu de cet accord, 150 prisonniers politiques, des femmes et des enfants palestiniens, seront libérés des prisons de l'occupation, et l'aide humanitaire va rentrer à Gaza, et la population assiégée de Gaza aura au moins cinq jours de répit des bombardements infernaux perpétrés par Israël avec l'appui des États-Unis. En outre, la Résistance sait qu'elle détient maintenant une marge de manoeuvre politique pour forcer une prolongation de cette suspension des crimes de guerre d'Israël contre le peuple.



Dès le premier jour, la demande de la Résistance a été qu'il y ait un échange entre des Israéliens (y

compris un certain nombre d'officiers militaires très haut placés) capturés le 7 octobre et des prisonniers politiques palestiniens dans les prisons israéliennes. Israël avait rejeté l'accord et avait plutôt promis d'« éliminer la résistance » et de « transformer Gaza en stationnement ». Le premier ministre Benjamin Netanyahu a affirmé à maintes reprises qu'il n'y aurait pas de fin aux attaques contre la Palestine jusqu'à ce que tous les Israéliens soient retournés à la maison, mais la Résistance a forcé Israël à faire cette concession et a prouvé au monde entier que Netanyahu est un menteur faible et impuissant.

Après qu'il eut rejeté l'accord du 8 octobre, Israël a lancé une campagne de bombardement massive contre la population de Gaza, détruisant des hôpitaux, des écoles, des mosquées, des églises, des boulangeries et des centaines d'édifices résidentiels, détruisant une grande partie de l'infrastructure de la bande de Gaza. Israël a aussi coupé la nourriture, l'eau, l'électricité, le combustible et les lignes de communication et empêché l'entrée de ressources médicales et d'aide humanitaire.

Même avec son invasion terrestre et toute la destruction infligée à la population de Gaza, les forces d'occupation et le gouvernement israéliens n'ont pas réussi à obtenir des victoires militaires ou politiques significatives, et même les vidéos de propagande ouverte et les images de l'armée israélienne dans les hôpitaux et les écoles de Gaza exposent leur échec et leur défaite. La Résistance palestinienne unifiée qui, en vertu du droit international, a le droit de résister à l'occupation illégale en ayant recours à tous les moyens nécessaires, a continué de riposter et de résister à l'agression jusqu'à la nuit de l'accord de trêve. C'est une indication claire au monde entier : la Résistance n'a pas été vaincue et continue de défendre son peuple.

Le 24 octobre, Israël a eu l'occasion d'arrêter ses meurtres et ses massacres sans relâche lorsque la Résistance a une fois de plus proposé un échange de prisonniers (cette fois, d'ânés et d'infirmités israéliens), offre qui a été une fois de plus rejetée par Netanyahu et son cabinet de représentants d'ultra-droite et racistes. Maintenant, 45 jours après le début de la campagne de bombardements, Israël accepte, voyant qu'aucune voie vers la victoire ne s'offre à lui.

La succession d'événements qui a commencé le 7 octobre a changé pour toujours la dynamique de pouvoir dans la région et a réduit la longévité de l'occupation raciste, suprémaciste blanche, apartheid et sioniste israélienne. Le peuple palestinien a fait éclater l'idée d'une armée israélienne « invincible » et a prouvé que même une armée possédant la technologie de guerre la plus avancée peut être affrontée et défiée. La société israélienne dans son ensemble est en désarroi et en crise et doit subir les conséquences de 75 années d'occupation et de colonisation illégales.

Sur le plan régional, la Résistance libanaise a également réagi pour défendre le peuple palestinien; les Yéménites ont attaqué Israël et capturé un navire de cargaison israélien; et la Résistance irakienne a attaqué des bases militaires américaines dans la région. Ils ont établi de nouvelles normes dans la lutte pour la libération de TOUTES les terres arabes !

La victoire provisoire de la lutte de libération nationale palestinienne est aussi significative parce qu'Israël a également subi une défaite politique. Pour justifier ses atrocités et ses crimes de guerre, et appuyé inconditionnellement par les États-Unis et d'autres fantoches occidentaux, Israël mène une campagne de propagande virulente et sadique contre les Palestiniens, les Arabes et les musulmans. Les masses, cependant, ont rejeté ces mensonges et Israël est exposé pour ce qu'il est : un État colonial de peuplement criminel, illégal et raciste.

Le génocide expose aussi Joe Biden, Kamala Harris et tous les membres de l'establishment politique américain qui encouragent les crimes de guerre et le génocide. Est ainsi exposée la politique de deux poids, deux mesures, le racisme anti-arabe et l'hypocrisie, et le fait qu'ils veulent seulement protéger l'empire américain et pas du tout la vie d'un peuple opprimé comme les Palestiniens.

Des millions de personnes aux États-Unis et à l'échelle mondiale sont descendues dans la rue, ont bloqué des autoroutes majeures, ont interrompu des activités et des bureaux du gouvernement et ont manifesté devant des usines d'armements. Plusieurs pays, dont la Colombie, le Chili et le Tchad, ont rappelé leurs ambassadeurs d'Israël. L'Afrique du Sud a fermé l'ambassade d'Israël et, comme l'a fait la Bolivie, a suspendu ses relations diplomatiques.

Mais nous devons être vigilants et comprendre qu'on ne peut pas faire confiance à Israël. Son gouvernement, son armée et ses porte-parole mentent tout le temps, comme nous l'avons vu au cours des 45 derniers jours. Et il rompt des accords depuis des décennies. Nous devons continuer de sortir dans les rues, être très attentif aux directives politiques de notre peuple en Palestine et ne jamais vaciller pour ce qui est de nos revendications de mettre fin au génocide immédiatement, de lever le siège de Gaza immédiatement et de cesser toute aide des États-Unis à Israël. Ni ne devons-nous vaciller dans nos mots d'ordre de base, comme défendre le droit de résister contre l'occupation israélienne et la colonisation de toute la Palestine et des terres arables, le droit à l'autodétermination et la libération du fleuve à la mer et le droit de retour pour tous les réfugiés et leurs descendants. Cette trêve est un développement positif que la Résistance palestinienne unifiée a imposé, mais la lutte menée par notre peuple sera longue et ardue.

Malgré les immenses épreuves que notre peuple palestinien a subies et continuera de subir, la volonté de résister et de retourner vivre sur notre terre historique n'a jamais changé. Au contraire, elle est devenue plus forte, même après ces 45 derniers jours, et nous pouvons voir notre libération plus clairement que jamais.

Le brave peuple palestinien et la Résistance unifiée continueront de résister à l'agression sioniste appuyée par les États-Unis ! Nous pleurons nos martyrs et nous nous engageons à continuer de nous organiser pour la Libération et le Retour !

*Longue vie à la lutte palestinienne pour la libération nationale et l'égalité !
Longue vie à la solidarité internationale !
Longue vie à la Palestine !*

(Traduction : LML)



Condamnons la violence policière lors de la manifestation du 19 novembre

Le Comité de l'Alberta du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) condamne avec véhémence l'arrestation et l'usage de la violence par la police de Calgary contre les Calgariens lors d'une manifestation exigeant la fin du génocide à Gaza le 19 novembre.

Les vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent des policiers en tenue anti-émeute, brandissant des matraques, jetant les manifestants au sol, malmenant et agressant des hommes, des femmes et des enfants. Parmi les personnes arrêtées figurent un enfant de 13 ans, qui a été relâché par la suite, et une femme enceinte. Malgré les vidéos montrant les agressions policières, trois hommes sont accusés de voies de fait sur la police, et la femme enceinte d'entrave au travail de la police lorsqu'elle a tenté d'intervenir pour mettre fin à l'agression violente de la police.



Calgary, 19 novembre 2023

Depuis des semaines, des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants en poussette, de familles entières et des résidents de Calgary de tous horizons ont marché dans les rues avec leurs messages : « Cessez-le-feu maintenant ! », « Liberté pour la Palestine ! », « Arrêtez le génocide à Gaza ! », « Mettez fin à l'occupation ! » et « Nous sommes tous Palestiniens ! ».

Alors que les participants ont été entièrement pacifiques, la police a réagi d'une manière qui ne peut avoir d'autre but que de harceler, d'intimider et provoquer les participants aux actions. Son comportement de plus en plus agressif consiste à augmenter considérablement le nombre de policiers présents, à remplacer les policiers à pied ou à vélo par des policiers en tenue anti-émeute, à ajouter des policiers à cheval, à dicter les itinéraires des manifestations, à porter des matraques et, enfin, le 19 novembre, à porter des armes, à bousculer les gens et à bloquer les photographes. Tout cela s'accompagne d'informations dans les médias sur la « violence potentielle » des manifestants.

Cette agression de la part de la police fait suite à la décision du procureur de la Couronne de suspendre les fausses accusations portées par le service de police de Calgary contre Wesam Khaled, organisateur principal de Justice for Palestinians Calgary, pour avoir entraîné la foule à reprendre un slogan lors d'une manifestation précédente.

Lors de la dernière manifestation, la police a eu recours à la technique de l'encerclement (« kettling »), usant de matraques et d'une ligne de policiers pour attraper des personnes et les séparer du reste des manifestants et procéder à des arrestations. Il s'agit de la même technique que celle employée à Toronto lors des manifestations du G20 en 2010.

La police tente de justifier l'injustifiable en disant qu'elle ne voulait pas qu'un carrefour très fréquenté soit fermé. Cela n'a aucun sens puisque le service police de Calgary avait déjà fermé les principales artères du centre-ville pendant le rassemblement et la marche.

La vérité est que la police fait partie de l'appareil d'État qui tente de criminaliser la dissidence et d'écraser l'opposition massive au génocide sioniste israélien à Gaza et de faire taire la demande de mettre fin à l'occupation de la Palestine par l'État sioniste. Cette criminalisation de la dissidence est inadmissible et mérite d'être condamnée.

La violence qui s'est déchaînée le 19 novembre est le fait de la police de Calgary et non de la population. Cette agression traumatise encore plus les personnes qui sont témoins chaque jour des horreurs indicibles commises contre le peuple palestinien, du meurtre de familles et d'amis à Gaza,

de la destruction systématique de l'hôpital Al-Chifa, d'écoles et de zones résidentielles. Que chacun utilise sa propre voix pour s'exprimer et condamner ces actes illégaux de cruauté et d'inhumanité commis par la police de Calgary à l'encontre de la communauté palestinienne et musulmane.

***Condamnons la violence de la police de Calgary contre la communauté musulmane !
Condamnons la brutalité et la violence de la police de Calgary
contre tous ceux qui défendent les droits de tous !
Exigeons que toutes les accusations soient immédiatement retirées !
Les services de police doivent rendre des comptes !***



Lettre au chef de police de Calgary

– Conseil musulman de Calgary –

Le Conseil musulman de Calgary (MCC) condamne fermement les actes d'agression et le comportement du Service de police de Calgary (CPS) lors de la manifestation qui s'est tenue à Calgary le 19 novembre 2023.

L'usage excessif de la force dont a fait preuve la police de notre ville est déplorable et totalement inacceptable. Une force injustifiée et des agressions ont eu lieu dans notre ville contre des membres de la communauté musulmane. Plusieurs hommes, femmes et enfants ont été battus par ceux qui ont juré de nous protéger.

Le MCC représente plus de 100 000 musulmans dans la ville de Calgary, et nous confirmons notre soutien aux victimes qui ont été arrêtées, inculpées, agressées, battues et maltraitées. Des membres de la communauté ont été gravement blessés et hospitalisés, notamment une femme enceinte et un enfant de 13 ans. Ce n'est pas ce que représente Calgary.

Il a été porté à notre attention qu'au cours des dernières semaines, des policiers qui étaient présents aux rassemblements précédents ainsi qu'à celui du 19 novembre, sont venus avec l'intention de provoquer, d'intimider les manifestants et d'instiguer une provocation. Des centaines de manifestants en ont été témoins. Le MCC ne tolérera pas ce comportement de la part de notre police et nous allons consulter nos avocats pour connaître la marche à suivre.

Ce qui s'est passé dimanche nous a rappelé, à Calgary, la situation en Palestine. Lorsqu'un enfant de 13 ans crache sur un policier, il est battu et arrêté. Lorsqu'une femme enceinte tente de l'aider, elle est battue et arrêtée. L'image du CPS a été ternie dans le monde entier. Le CPS s'engage sur une voie dangereuse en montrant aux musulmans de Calgary qu'il n'est pas du tout neutre lorsqu'il s'agit de nous lors de nos manifestations. Vous avez inculpé un membre de notre communauté pour avoir scandé un slogan, mais, à votre grand embarras, l'inculpation a été suspendue par le bureau du procureur de la Couronne. N'oubliez pas que cette affaire a fait la une des journaux du monde et qu'elle ne sera jamais oubliée.

C'est avec tristesse que le CPS a perdu la confiance et le respect de milliers de musulmans résidant à Calgary. En tant que communauté, nous avons construit des ponts et des relations avec le CPS depuis 1958, et nous les avons vus se détériorer au cours des sept dernières semaines. Le MCC est fier d'affirmer qu'il n'a jamais toléré la violence, qu'il n'a jamais incité à la haine et que c'est la pratique à laquelle adhèrent ses membres et sa religion.

(22 novembre 2023. Traduction : LML)



Les étudiants de l'Université McGill gagnent un référendum par une large marge

À Montréal, les étudiants de l'Université McGill ont voté par une marge massive de 78,7 % en faveur de l'adoption d'une « politique contre le génocide en Palestine » en appui aux droits des Palestiniens et condamnant l'oppression d'Israël. Le référendum historique exige que l'Université McGill « condamne publiquement la campagne génocidaire et le siège contre la population de Gaza aux mains du régime sioniste » et « exige en outre que notre université coupe immédiatement les liens avec les entreprises, les institutions et les donateurs complices de génocide, de colonialisme de peuplement, d'apartheid et de nettoyage ethnique contre les Palestiniens, et qu'elle se désengage de ces derniers ». Les étudiants ont dénoncé de manière retentissante la complicité honteuse de McGill dans la promotion de l'occupation brutale d'Israël.



Déclaration sur les raids du 23 novembre en Allemagne

– Réseau de solidarité avec les prisonniers palestiniens Samidoun



Le Réseau de solidarité avec les prisonniers palestiniens Samidoun dénonce dans les termes les plus forts les raids menés par la police allemande dans quatre États fédéraux, avec un accent particulier sur Berlin, ciblant les Palestiniens étiquetés par l'État allemand comme membres ou sympathisants de Samidoun ou du Mouvement de résistance islamique palestinien, le Hamas. Nous exprimons notre plus profonde solidarité avec tous ceux qui ont été victimes de ces raids aujourd'hui, et nous considérons ces raids comme une tentative évidente de l'État allemand de terroriser les communautés palestiniennes, arabes et musulmanes en Allemagne et, plus largement, le sentiment populaire en faveur de la libération palestinienne. Ces actions s'inscrivent dans le prolongement de

l'interdiction de Samidoun il y a plusieurs semaines, des interdictions de manifestations, des attaques policières contre les communautés, de l'incitation raciste dans les médias et des agressions politiques, sociales et culturelles fascistes contre tous les membres de ces communautés ciblées.

En outre, ces raids sont une tentative de l'État allemand de faire avancer le génocide sioniste qui se déroule actuellement en Palestine occupée et qui a déjà coûté la vie à plus de 14 000 Palestiniens, déplacé plus de la moitié des Palestiniens de Gaza, détruit des dizaines d'hôpitaux, d'écoles, de mosquées et d'églises, et blessé des dizaines de milliers d'autres personnes. Il s'agit également d'une tentative de faire taire toutes les voix qui s'élèvent en faveur de la libération des prisonniers palestiniens, en particulier en ce moment, alors que six prisonniers sont tombés martyrs dans les prisons de l'occupation au cours du mois dernier, que les prisonniers sont soumis à des tortures et à des abus quotidiens et qu'un échange de prisonniers est potentiellement à l'horizon et nécessite le soutien de toutes les personnes de conscience.

Au lieu d'agir en partie responsable – en sanctionnant le régime d'occupation israélien, en expulsant son ambassadeur et en invoquant la convention sur le génocide pour protéger les Palestiniens –, ce qui est le propre de tout État qui prétend, comme l'Allemagne, avoir tiré les leçons du rôle de l'Allemagne en tant qu'auteur du génocide nazi, elle a au contraire décuplé son soutien militaire et ses ventes d'armes à l'occupation israélienne au cours des deux derniers mois seulement, tout en imposant à la communauté palestinienne et, plus largement, aux partisans de la Palestine, un niveau de répression policière sans précédent depuis la réunification de l'Allemagne.

Nous affirmons que ces attaques contre les personnes qui étaient membres de Samidoun avant son interdiction en Allemagne le 2 novembre, ainsi que contre les personnes qui participent aux manifestations et aux actions de masse pour la défense de la Palestine, échoueront dans leur tentative de terroriser et de réduire au silence la communauté et la voix montante de la justice en Palestine. Les dizaines de milliers de personnes qui remplissent les rues à chaque appel pour la Palestine continueront à le faire, même s'ils sont confrontés à des agressions policières et à des arrestations pour avoir déclaré des revendications aussi simples que « *Mettre fin au génocide* » et « *Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre* ».

Notre énergie et nos efforts dans le monde entier se concentrent sur le soutien à l'héroïque peuple palestinien à Gaza et dans toute la Palestine occupée et sur l'organisation partout en exil et en diaspora, aux niveaux international, arabe et palestinien, pour mettre fin au génocide, pour affirmer la légitimité et le leadership de la résistance palestinienne, et pour libérer la Palestine, toute la Palestine. Les abus racistes systémiques dirigés contre le peuple palestinien et les communautés arabes et musulmanes en général ne nous réduiront pas au silence et n'étoufferont pas notre travail. Que la répression ait lieu en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, au Canada ou aux États-Unis, il est clair que ces attaques contre les combattants pour la justice en Palestine ne reflètent que le désespoir des puissances impérialistes à défendre leur projet colonial sioniste illégitime planté au cœur de la région arabe par tous les moyens, y compris en déchirant toutes leurs proclamations et promesses de démocratie, de droits de l'homme, de liberté d'expression et de liberté d'association. Nous exprimons clairement notre solidarité avec toutes les personnes et organisations qui ont été la cible d'arrestations, de détentions, de descentes de police, de perquisitions, de harcèlement, de représailles de la part des employeurs et d'autres formes de persécution en raison de leurs positions sur la libération de la Palestine.

Malgré toutes les attaques, la réalité est claire : les peuples sont aux côtés de la Palestine. Des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes qui défient la répression étatique en Allemagne pour descendre dans la rue en faveur de la Palestine, aux masses en France qui se soulèvent contre les interdictions policières de manifester, aux millions de Britanniques qui défilent malgré les tentatives d'interdiction du drapeau palestinien, aux actions en cours en Grande-Bretagne, au Canada et aux États-Unis pour affronter et défier matériellement la machine de guerre

par des actions directes telles que celles de Palestine Action – et ce, uniquement au coeur de la puissance impérialiste. En Amérique latine, la Colombie, le Venezuela, Cuba, le Belize et la Bolivie ont coupé leurs liens, rappelé leurs ambassadeurs ou affirmé leur rejet du régime d'occupation israélien, exigeant la fin du génocide. Le parlement sud-africain a voté l'expulsion de l'ambassadeur d'Israël. Et bien sûr, dans la région arabe, le rôle héroïque et inégal de la résistance libanaise, yéménite et irakienne s'unit au sentiment et à l'esprit clairs des peuples pour faire honte à tous les régimes réactionnaires complices du génocide en Palestine et des plans impérialistes pour la région.

Les images de centaines de policiers masqués et lourdement armés envahissant les appartements d'étudiants, de travailleurs et de réfugiés palestiniens en Allemagne aujourd'hui apparaissent comme une imitation des invasions quotidiennes des forces d'occupation israéliennes dans les maisons palestiniennes en Palestine occupée, ainsi qu'un écho inquiétant de la propre histoire fasciste nazie de l'Allemagne. Et comme les Palestiniens de la Palestine occupée n'ont jamais cessé de lutter malgré plus de 75 ans d'occupation sioniste et 100 ans de colonialisme, ces attaques ne feront pas taire le mouvement grandissant en Allemagne et dans toutes les autres puissances impérialistes impliquées dans l'attaque de la Palestine, alors que les nouvelles générations refusent leur implication et leur complicité dans le génocide.

Nous affirmons : Aucune interdiction, descente de police ou criminalisation ne fera taire l'esprit, la volonté et l'organisation des voix palestiniennes, arabes et internationalistes qui affrontent l'impérialisme, le sionisme et la réaction. En tant que Samidoun, nous nous engageons à contester l'interdiction et ces attaques par tous les moyens légaux, et nous ne détournerons pas les yeux de notre rôle dans le travail urgent pour mettre fin au génocide et libérer tous les prisonniers palestiniens. Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre. Vive la résistance palestinienne. Victoire, retour, libération totale et décolonisation pour toute la Palestine.

(23 novembre 2023)



Les militantes actions de masse se poursuivent dans le monde entier

Pakistan



Lahore, Pakistan, 20 novembre 2023

Lors de l'un des plus grands rassemblements organisés au Pakistan depuis le 7 octobre, plus de 100 000 personnes ont marché dans les rues de Lahore le 20 novembre pour soutenir le peuple palestinien. Les slogans « *La Palestine sera libre* », « *À bas Israël* » et « *Halte au génocide contre les Palestiniens* » figuraient sur les banderoles et les pancartes des manifestants. Un organisateur a condamné les dirigeants « occidentaux » pour leur soutien à Israël et a critiqué les dirigeants arabes pour leur refus d'agir. Il a remercié les résidents de Washington et de Londres d'être descendus dans la rue par centaines de milliers pour soutenir les Palestiniens.

Caraïbes

L'Organisation caribéenne pour le pouvoir des peuples a publié des photos et des affiches des actions organisées dans toute la région pour soutenir le peuple palestinien. La fin de semaine des 18 et 19 novembre, plusieurs pays de la région des Caraïbes ont été le lieux de grandes manifestations contre la campagne militaire génocidaire d'Israël qui est soutenu par les forces militaires, navales et aériennes des États-Unis. Les manifestants ont condamné les bombardements israélo-américains qui a fait tant de victimes, la dévastation et la destruction d'infrastructures civiles essentielles telles que les écoles, les lieux de culte, les hôpitaux et les services publics, notamment les communications, l'eau, l'électricité et l'approvisionnement en carburant. Des photos et des affiches présentaient les actions menées à Saint-Thomas/Îles Vierges, à Cuba, à l'Université des Antilles, à Kingston, en Jamaïque, à Rif Fort Curaçao, à la Barbade, à Trinidad, à Tobago, à Belize et à Porto Rico.



Bridgetown, Barbades



Kingston, Jamaïque



Thomas, Îles Vierges (à gauche); Université des Indes occidentales (à droite)

Prensa Latina a publié des photos d'une manifestation de masse au parc José Martí, dans le centre urbain historique de Cienfuegos, à Cuba, où il semble que toute la ville soit venue condamner les crimes de guerre commis par Israël contre la Palestine.



Cienfuegos, Cuba, 21 novembre 2023

Le président cubain, Miguel Diaz-Canel Bermudez, a déclaré lors de sa rencontre avec les étudiants palestiniens en médecine à Cuba le 17 novembre :

« En ce moment, un génocide aux proportions dantesques est en train d'être commis contre le peuple palestinien. Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, Cuba continuera à soutenir la juste cause des Palestiniens et nous exigeons un cessez-le-feu immédiat. Il y a aussi des Cubains qui ont fondé des familles et qui travaillent pour cette nation. »



« Quelle honte pour l'humanité. Les larmes et même les mots ne suffisent pas à soulager la douleur du peuple palestinien qui est en train d'être anéanti dans un acte d'extermination perpétré par Israël », a souligné le président cubain.

« Nous, les Cubains, avons appris à défendre la cause palestinienne grâce à la vision internationaliste et humaniste du dirigeant historique de notre Révolution, le commandant en chef Fidel Castro Ruz, qui a toujours été un ami de cette nation qui réclame son droit à l'autodétermination », a déclaré Miguel Diaz-Canel.

« Nous condamnons fermement le génocide israélien. Nous accompagnerons la Palestine dans la réalisation de son rêve. Comme l'a dit Fidel, il est temps de mettre fin à la philosophie de la dépossession pour que la philosophie de la guerre meure par manque d'incitation », a conclu le président cubain.



Le gouvernement du Belize a défendu sa décision de mettre en oeuvre plusieurs mesures contre Israël, y compris le retrait de son accord concernant l'accréditation de l'ambassadeur désigné du pays auprès de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), en signe de protestation contre les actions des FDI à Gaza.

Lors d'une récente interview télévisée, le ministre des Affaires étrangères, Eamon Courtenay, a déclaré que le gouvernement de John Briceno estimait qu'il avait « l'obligation légale de s'exprimer et de prendre toutes les mesures possibles pour tenter d'inciter Israël à mettre fin à ses agissements. J'ai parlé à l'ambassadeur (israélien) désigné au Belize, nous avons envoyé une note diplomatique encourageant un cessez-le-feu immédiat permettant l'acheminement des secours et, bien sûr, la libération de tous les otages. Tout cela est tombé dans l'oreille d'un sourd en ce qui concerne Israël. »

Les ministres des Affaires étrangères ont donc déclaré que le cabinet et les parlementaires avaient pris la décision de rompre les relations avec Israël et de retirer son ambassadeur.

Juifs antisionistes d'Amérique latine et d'Amérique du Nord

Des juifs antisionistes d'Amérique latine et d'Amérique du Nord ont rédigé une déclaration de soutien au peuple palestinien et de condamnation de l'agression armée israélienne contre Gaza. Le sociologue américain Lucas Koerner a présenté cette déclaration à la télévision vénézuélienne. Koerner a souligné que la déclaration a été rédigée par des juifs engagés dans la libération de la Palestine, des antisionistes, de toutes les régions d'Amérique latine et d'Amérique du Nord, et qu'ils recherchent maintenant des signatures pour soutenir l'initiative. Le sociologue a dénoncé le fait que Gaza est devenue « le plus grand camp de concentration de l'histoire » et vit un véritable holocauste par les forces d'occupation israéliennes et le soutien diplomatique et militaire total des États-Unis et de l'Europe.

La déclaration exige un cessez-le-feu immédiat et la levée du siège de Gaza et préconise l'ouverture d'enquêtes pour poursuivre les autorités des gouvernements des États-Unis, d'Israël, d'Allemagne, du Royaume-Uni, de France et de l'Union européenne pour les crimes de génocide et d'humanité commis à l'encontre des Palestiniens. Koerner a déclaré que les forces israéliennes ont l'intention d'anéantir le tissu social palestinien dans une « tentative désespérée » d'écraser la résistance anticoloniale permanente, comme l'indique le « discours orientaliste raciste le plus éhonté » du ministre israélien de la Défense, Yoav Galant, et d'autres qui qualifient les Palestiniens d'« animaux humains » ou de barbares.

Espagne

Le premier ministre espagnol Pedro Sanchez a démis Ione Belarra, ministre des Droits sociaux, de ses fonctions, après qu'elle eut sévèrement critiqué le « silence assourdissant » de l'Occident sur les crimes de guerre commis par Israël dans la bande de Gaza. Mme Belarra a demandé sans équivoque la fin des horribles crimes de guerre commis par Israël dans la bande côtière assiégée et a sollicité l'intervention de la Cour pénale internationale.

Dans une entrevue accordée à *Al Jazeera*, elle critique « le silence assourdissant de tant de pays et de tant de dirigeants politiques qui pourraient faire quelque chose » pour mettre fin à la guerre contre Gaza. « Je parle de ce que je connais bien, à savoir l'Union européenne. Il semble que l'hypocrisie dont fait preuve la Commission européenne soit inacceptable. » Elle a également réaffirmé que le régime d'Israël commettait « un génocide planifié contre le peuple palestinien ». Elle a demandé: « Pourquoi pouvons-nous donner des leçons en matière de droits humains dans d'autres conflits, et pas ici, alors que le monde entier nous regarde avec horreur ? »



Des villes de Californie adoptent des résolutions de soutien à la Palestine

Avec l'indignation mondiale face au génocide et aux punitions collectives infligés à la Palestine, les citoyens apportent leur soutien à la Palestine en s'organisant pour que les conseils municipaux adoptent des résolutions. Cette démarche permet de renforcer l'unité et d'exprimer le large soutien de l'opinion publique à la Palestine.

Cudahy, une petite ville de 22 000 habitants située dans le comté de Los Angeles, a été la première ville du sud de la Californie à adopter une résolution de soutien à la Palestine. Cette résolution appelle à un cessez-le-feu et condamne Israël pour « punition collective ». Les initiateurs de la résolution ont résisté à la pression des forces pro-israéliennes et ont mobilisé beaucoup de citoyens pour participer à la partie de la réunion du Conseil consacrée aux commentaires publics. Des heures de commentaires en faveur de la Palestine ont été entendus, de nombreuses femmes exprimant leur indignation face au génocide des femmes et des enfants à Gaza. Les nombreux immigrants et gens d'Amérique centrale et d'Amérique latine ont parlé de la nécessité de s'opposer à l'oppression et à la colonisation. La résolution a été adoptée par 3 voix contre 1 le 7 novembre.

Les résidents de la ville avaient précédemment fait de Cudahy une ville sanctuaire, où les travailleurs sans papiers peuvent venir et où la police et les fonctionnaires fédéraux de l'immigration ne sont pas autorisés à les arrêter.

Le conseil municipal de Santa Ana devrait adopter sa propre résolution de soutien à la Palestine le 5 décembre. Long Beach, une grande ville portuaire, et Anaheim, toutes deux situées à la périphérie de Los Angeles, devraient faire de même. Des efforts concertés sont déployés pour renforcer l'unité des populations majoritairement latinos avec les musulmans et tous ceux qui soutiennent la Palestine.

La résolution de Cudahy reprend en grande partie les termes d'une résolution adoptée à Richmond, en Californie, le 25 octobre. Richmond, une ville d'environ 115 000 habitants située dans la région de l'East Bay, à l'extérieur de San Francisco, a été l'une des premières aux États-Unis à adopter une résolution en faveur de la Palestine. Celle-ci stipule que « la ville de Richmond est solidaire du peuple palestinien de Gaza, qui fait actuellement l'objet d'une campagne de nettoyage ethnique et de punition collective de la part de l'État d'Israël ». Elle dénonce également le financement américain en affirmant que « l'État d'Israël ne serait pas en mesure de maintenir un régime d'apartheid sans l'énorme aide militaire fournie chaque année par les États-Unis, privant ainsi les Américains d'argent pour leurs propres besoins urgents ». Comme celle de Cudahy, la résolution de Richmond conclut en disant : « La ville de Richmond prend au sérieux l'appel 'Plus jamais ça' et considère que la mémoire historique de l'Holocauste veut dire lutter contre le nettoyage ethnique et l'apartheid partout dans le monde. » La résolution a été adoptée par 5 voix contre 1 le 25 octobre.

Richmond, comme les autres villes, est une ville ouvrière qui compte un grand nombre de personnes d'origine mexicaine et d'Amérique centrale et latine. Elle compte également une importante population noire et chinoise. Comme à Cudahy, les efforts déployés pour faire adopter la résolution ont consisté à organiser la venue de personnes à l'audience du Conseil, où des heures de commentaires publics en faveur de la Palestine et dénonçant le génocide ont été enregistrées. Les gens ont également mis de l'avant la lutte commune contre l'oppression que les immigrants et les personnes originaires d'anciens pays colonisés et de pays aujourd'hui dominés par les États-Unis mènent avec les Palestiniens. À Richmond, comme partout ailleurs dans le pays, des personnes de nationalités, d'origines et de religions très diverses s'élèvent d'une seule voix contre le génocide américano-israélien et soutiennent la résistance palestinienne.



Les BRICS publient un communiqué à l'issue d'une réunion extraordinaire sur le Moyen-Orient



Le 21 novembre, le président sud-africain Cyril Ramaphosa, qui préside actuellement les BRICS (Brésil, Chine, Inde, Russie et Afrique du Sud), a convoqué une réunion conjointe extraordinaire virtuelle du regroupement pour discuter de la situation au Moyen-Orient. Les dirigeants des pays qui rejoindront les BRICS en 2024, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et les Émirats arabes unis, y ont également participé. Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a également participé à la réunion. Un communiqué conjoint sur la situation à Gaza a été publié par la réunion des BRICS.

« Nous avons appelé à une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue menant à une cessation des hostilités », indique le communiqué conjoint. Les BRICS ont demandé que des enquêtes objectives soient menées par des organismes compétents afin que toutes les parties soient tenues pour responsables. Les actes de violence visant les civils palestiniens et israéliens ont été condamnés, « y compris les crimes de guerre, les attaques aveugles et le ciblage des infrastructures civiles, ainsi que tous les actes de provocation, d'incitation et de destruction », peut-on lire dans le texte. « Nous avons souligné la nécessité de demander des comptes. Nous devons veiller à ce que des enquêtes indépendantes et transparentes soient menées conformément aux normes internationales. »

Les BRICS « condamnent toute forme de transfert forcé et de déportation, individuelle ou massive, de Palestiniens de leur propre terre ». De nombreux dirigeants ont réaffirmé que le transfert forcé et la déportation de Palestiniens, que ce soit à l'intérieur de Gaza ou vers les pays voisins, constituent de graves violations des conventions de Genève, ainsi que des crimes de guerre et des violations du droit humanitaire international. Le communiqué met également en garde contre « le débordement de la crise dans la région » et appelle les pays qui ont une influence sur les parties au conflit à l'utiliser pour « oeuvrer à la réalisation de cet objectif ».

Dans son discours d'ouverture, le président Cyril Ramaphosa a souligné que « la punition collective des civils palestiniens par l'usage illégal de la force par Israël est un crime de guerre » et que « le refus délibéré de fournir des médicaments, du carburant, de la nourriture et de l'eau aux habitants de Gaza équivaut à un génocide ». Il a déclaré que la cause profonde de ce conflit est l'occupation illégale du territoire palestinien par Israël, comme le reflète la résolution 2334 du Conseil de

sécurité des Nations unies qui stipule que « les colonies israéliennes constituent une violation flagrante du droit international ».

Le communiqué des BRICS décrit les mesures immédiates que la communauté internationale est appelée à prendre :

- Premièrement, un cessez-le-feu immédiat et complet.
- Deuxièmement, l'ouverture de corridors humanitaires afin que l'aide et les autres services de base parviennent à tous ceux qui en ont besoin.
- Troisièmement, tous les pays doivent faire preuve de retenue et cesser d'alimenter ce conflit, notamment en cessant de fournir des armes aux parties.
- Quatrièmement, la libération de tous les otages civils.
- Cinquièmement, la reprise d'un dialogue global mené et pris en charge par les Palestiniens et les Israéliens eux-mêmes et facilité par les Nations unies.
- Sixièmement, le déploiement d'une force de déploiement rapide des Nations unies en Palestine, avec pour mandat de surveiller la cessation des hostilités et de protéger les civils.
- Enfin, la Cour pénale internationale doit engager d'urgence des poursuites contre les responsables de crimes de guerre.

Le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, a appelé à la désescalade, au cessez-le-feu et à une solution politique. « Nous appelons la communauté internationale à unir ses efforts pour désamorcer la situation, oeuvrer à un cessez-le-feu et trouver une solution politique au conflit israélo-palestinien », a déclaré M. Poutine. Il a dit que les États-Unis étaient les principaux responsables de la situation actuelle. Le président russe a déclaré que la dernière escalade, qui a déjà entraîné « la mort de milliers de personnes », est le résultat de la volonté des États-Unis de décider seuls du sort de la crise politique entre Israël et la Palestine. Washington a cherché à « monopoliser le rôle de médiateur » tout en bloquant les efforts des autres acteurs internationaux, a-t-il dit, ajoutant que les décisions de l'ONU envisageant la création de « deux États souverains indépendants – Israël et la Palestine » ont fini par être sabotées.

Le président chinois Xi Jinping « a appelé les parties à mettre fin à toutes les violences et attaques ciblant les civils, à libérer les civils détenus, ainsi qu'à agir pour éviter davantage de pertes humaines et épargner aux gens de nouvelles misères ». Xi Jinping a déclaré que les couloirs humanitaires devaient rester sûrs et libres de toute entrave, et qu'une aide humanitaire accrue devait être fournie à la population de Gaza. Il a ajouté que la communauté internationale devait prendre des mesures concrètes pour éviter que le conflit ne s'étende et ne mette en péril la stabilité de l'ensemble du Moyen-Orient. Il a souligné que le seul moyen viable de rompre le cycle du conflit palestinien-israélien résidait dans la solution à deux États, dans le rétablissement des droits légitimes de la nation palestinienne et dans la création d'un État palestinien indépendant.

Xi Jinping a déclaré que la Chine a proposé de convoquer une conférence internationale de paix qui fasse davantage autorité pour construire un consensus international en faveur de la paix et travailler à une solution rapide à la question de la Palestine qui soit globale, juste et durable.

Le président du Brésil Luiz Inacio Lula da Silva a remercié le président sud-africain Cyril Ramaphosa d'avoir convoqué la réunion et s'est félicité de la présence des représentants des pays qui rejoindront les BRICS l'année prochaine. Il a déclaré que « le nombre élevé de morts (plus de 12 000 personnes, dont 5 000 enfants) nous consterne beaucoup » et a souligné que lorsqu'il

présidait le Conseil de sécurité de l'ONU « le Brésil n'a épargné aucun effort pour faire face à l'urgence humanitaire, contenir l'escalade actuelle et reprendre une solution durable au conflit ».

L'Inde était représentée par son ministre des Affaires étrangères, Subrahmanayam Jaishankar, qui a déclaré : « Le conflit actuel entre Israël et le Hamas à Gaza provoque d'immenses souffrances humaines, notamment chez les civils, les personnes âgées, les femmes et les enfants. Nous saluons tous les efforts de la communauté internationale en faveur d'une désescalade. À l'heure actuelle, il est urgent de veiller à ce que l'aide et les secours humanitaires parviennent effectivement et en toute sécurité à la population de Gaza. Il est également impératif que tous les otages soient libérés. Nous pensons qu'il existe une obligation universelle de respecter le droit humanitaire international. » Il a également ajouté qu'il fallait « faire preuve de retenue et apporter une aide humanitaire immédiate » ainsi qu'une « résolution pacifique par le dialogue et la diplomatie ».

Le président de l'Iran Ebrahim Raisi a déclaré que les partisans de la liberté dans le monde attendent de tous les gouvernements, en particulier des États membres des BRICS, qu'ils rompent leurs relations politiques, économiques et militaires avec le régime sioniste. Il a insisté sur la nécessité que les membres des BRICS prennent des mesures collectives afin de briser le siège de Gaza et de créer une voie d'accès sûre et permanente à Gaza pour l'envoi de fournitures humanitaires et a appelé les membres des BRICS à initier une résolution contraignante à l'Assemblée générale des Nations unies contre le régime sioniste. Le régime sioniste, a-t-il dit, doit être identifié comme un régime terroriste et son armée doit être qualifiée d'organisation terroriste.

